L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Entre les rues Bienville et Conti.

BUREAUX : Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 18 DECEMBRE 1867.

DUPOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $14, par semestre, $8; par trimestre, $4
Prix d'un exemplaire, 10 cents.

ÉDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi :
Par an, $6, par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.
Les annonces translatives, placées à tour de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 00 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.
Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.
Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $? 50 le carré par mois.
Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, la remise qu'il sera convenu avec elles ; mais cette remise, cet accompte ne donne aucun droit à faire insérer une annonce, sans en être prévenu avant la fin de chaque mois.
Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront le quadruple du tarif pour chaque insertion.
Il n'est alloué aucune translation dolitaire payée d'avance.
Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.
Les comptes des entreprises faisant régulièrement de nouvelles sont envoyés à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI MATIN, 18 DECEMBRE.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en douane, voir à la page anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails voir aux annonces.

Par H. de Fériet—A la Bourse des Négociants et des Propriétaires, vente peremptoire d'une magnifique résidence en briques et à quatre étages, No 242 de la rue Royale, entre les rues St-Phil ppe et Urselines. Une maison et boutique rasdroites, No 1839 et 1841 de la rue Marais, entre les rues Ste Anne et Dumaine. Une maison carrossée dans la rue St Philippe, entre les rues Robert et Sol et Villeré. Aussi des actions de banque et de compagnie d'assurance.

Par Peytey & Hijos—A la Bourse des Négociants et des Propriétaires, vente positive et sans réserve d'acres de la Banque d'Amérique, de la Banque de l'Etat de la Louisiane, de la Banque du Canal et de la Banque des Citoyens.

Par Louis Stern & Brother—Sur magasin d'encan, sans réserve, un assortiment de chaussures serbes, habillements, matelas, etc., et pour cette de bonnes marchandises sèches de saison, manteaux, jupons, corsets, &c.

Par O. Vaccon—A 11 heures, à l'entrepôt Grand Avenue, rue Julia et Faubourg Ste Catalines de bière de Lemmon.

Par H. de Lesumont—A sa salle d'encan, 100 caisses de bottines à enfants et bred-equins, habillements d'hiver, chaussures blanches et chapeaux hauts.

Aussi fonds de chasse—sans réserve.

Par E. Tousaint—A son magasin d'encan, rue Vieille-Levée, pruneaux en pochets, citrons, figues, brandy, whisky et vin de Bordeaux en barriques et vermouth.

Par Thomas & Spear—A leur salle de vente, divers articles de ménage, &c.

Par Hennen, Marks & Co.—Au No 38 de la rue de Chartres, marchandises sèches, velours, soie, lingerie, gants et nouvelles.

Par De F. Wiggins—A l'inspection de Holmes rue St Joseph, près de la rue St Joseph, près, au No 380 de la rue Julie Chandelet portes.

☞ Achetez vos conserves chez la célèbre cuisinière Mme Krusé Tarvis, 93 Vieille Levée.

Grande vente de gages non rachetés.—Au magasin d'encan de Lemmon, à un quart pour cent, qui aura lieu à 11 heures précises du matin, le mercredi jeudi, 19 du courant, et continuera les jours suivants, au marteau de M. J. Hart, No 6 rue de la Commune, entre les rues St-Charles et Carondelet, un des plus beaux assortiments de diamants de toutes sortes que puisse voir. On trouve dans cet assortiment quelques bracelets, de boucles d'oreilles, de montres en diamants, de bagues, de broches, de boutons de manchettes, de bagues de mariage, de bracelets, etc., etc., de toutes les variétés de tabatières, et enfin des bagues, montres, chaînes, pipes et jusqu'à des instruments de musique. Cette vente est unique par la variété et la richesse, méritant toute l'attention du public et du commerce en général : elle devrait être sans réserve, elle est de deux heures à huit heures du soir. Les choses non vendues ne seront pas livrées ; les dernières objets non achetés pendant ce jour seront gardés en emmagasinement et non rachetés.

☞ L'adjudication du commerce est appelée sur les différentes ventes à l'encan qui auront lieu aujourd'hui, à 11 heures et demie. A M., au magasin No 93 rue Vieille Levée.

Le Citoyen et presse, 20. Presse 30, Vin en bar. Whisky 30. Rhandy, liqueurs, &c. par Hugh. Torbes encanteur. Voir les annonces.

☞ Les entrepreneurs se rappelleront que M. D. E. Mahy, gérant de ville, vend des travaux et des projets, au comptant à l'encan.

Pas de Compromis.

Le principe cardinal sur lequel s'est appuyée l'opposition faite par le parti démocrate aux lois dites de reconstruction est l'incompétence du Congrès en pareille matière. Le Congrès n'a que les droits qui lui ont été délégués par la Constitution, et parmi ces droits ne figure pas celui d'établir les qualifications requises pour l'exercice du droit de suffrage. C'est un privilége réservé aux Etats eux mêmes, comme l'attestent les constitutions que chacun d'eux a faites, refaites et modifiées maintes fois depuis l'existence de la république. Or, si le Congrès ne peut se substituer au peuple d'un Etat pour faire une nouvelle constitution qui modifiât l'exercice du droit de suffrage : et ses prétentions ne sont pas allées jusque là : il ne pouvait faire indirectement ce qu'il n'avait pas accompli directement, c'est à dire ce qu'il ne pourrait déléguer à une convention, élue par des électeurs dépourvus du droit de vote d'après la constitution et les droits de l'Etat, des pouvoirs qu'il n'avait pas à arroger à lui même. Le point de droit est tellement clair sur cette question que les républicains honnêtes en sont réduits à confesser qu'ils ont outrepassé leurs pouvoirs en vertu de la loi de la nécessité : "c'est la fin qui veut les moyens". C'est qu'en cherchant à justifier l'usurpation du Congrès le fort par une argumentation puérile sur la sortie des Etats de l'Union, argumentation que les messages du Président ont parcée à jour et qui n'est pas soutenable en présence des votes antérieurs du Congrès et des actes et des proclamations du gouvernement fédéral pendant toute la durée de la guerre civile.

Mais si entachées d'inconstitutionnalité que soient les lois de reconstruction, elles n'en resteront pas moins lois tant que la Cour Suprême ne les aura déclarées nulles, ou que le Congrès lui même ne les a pas rappelées.

Suivant la théorie républicaine que les Sénateurs et Représentants ne sont que les mandataires de la nation, il était du devoir du Congrès de conformer sa politique aux vœux exprimés par la majorité de ses constituants, et de rappeler une législation si ouvertement condamnée par l'opinion publique. Malheureusement, les membres de la majorité se croient plutôt les serviteurs d'un parti que ceux du peuple. Ils se sont arrêtés devant la voix qui leur a crié : " Vous n'irez pas plus loin ", mais ils ne veulent pas revenir sur leurs erreurs passées : ils s'en tiennent au *statu quo*. C'est là du moins l'attitude de la majorité, entre les rationaux qui ont demandé de nouvelles clauses supplémentaires à ajouter à la loi déjà suppléimentaire de la dernière session, et les modérés qui ont proposé un compromis.

Au Sénat, M. Wilson, inquiet sur le succès de l'œuvre reconstructionniste, a présenté un bill destiné à sauvegarder la ratification des constitutions rouges, en substituant la simple majorité des votants à la clause de la loi de juillet qui exige pour la validité de l'élection que la majorité des électeurs enregistrés ait pris part au scrutin. Un autre Sénateur, M. Doolittle, républicain modéré, qui a toujours soutenu la politique du Président, a offert un amendement qui était un compromis honorable, à laquelle la majorité républicaine pouvait se rallier sans déshonneur.

L'amendement en question admettait à voter sur la ratification des constitutions, tous ceux qui sont électeurs d'après les anciennes lois d'Etat et en outre les trois catégories suivantes d'individus : 1o tous ceux qui ont servi un an dans l'armée de l'Union ; 2o tous ceux qui peuvent lire le texte du serment et en comprendre les obligations ; et 3o tous ceux qui possèdent des propriétés jusqu'à concurrence de $250.

Une pareille proposition n'excluait du droit de vote que les affranchis qui n'ont pas servi, qui ne savent ni lire ni écrire, et qui ne possèdent rien. Elle était assurément très acceptable, très acceptable que la *Tribune* de New York s'écrie ouvertement en la mentionnant :

" Il y a un an, une législation semblable, si elle eut été proposée par le champion du Président dans le Sénat, eut pu être acceptée comme un compromis. Il y a deux ans presque tous les radicaux y eussent donné leur adhésion avec joie "

Ce qui empêche plus la *Tribune* de condamner contre l'adoption de l'amendement par un manque de logique qui a lieu de nous étonner après son aveu. Cependant, il y a un an, la majorité congressionnelle eût accepté un compromis sur ces bases, sa refusant ou les élections populaires venaient de lui donner raison contre le Président, et, aujourd'hui que la voix du peuple vient de se prononcer si distinctement contre l'œuvre de reconstruction du Congrès, les républicains doivent refuser ce même compromis qui, au dire du journal new yorkais, eût été accueilli avec joie *même par les radicaux* il y a deux ans !

M. Doolittle pensait bien que son amendement n'avait aucune chance d'être adopté par le Sénat, mais il tenait à ce que la majorité fût mise en demeure de se prononcer sur un compromis. Quant à la Chambre, elle n'a pas attendu une pareille mise en demeure, elle a voté, par anticipation, une résolution pour déclarer qu'elle ne ferait pas un pas en arrière. C'est la proposition de M. Benjamin, du Missouri, qu'a eu lieu ce vote mémorable—111 voix contre 32—qui prouve au peuple des Etats-Unis quel cas ses représentants font de ses vœux et de sa volonté.

Il est donc désormais avéré que le parti républicain ne veut accepter aucun compromis si conforme qu'il soit au programme radical d'il y a deux ans. La majorité congressionnelle avait à choisir entre deux partis : rallier le Nord à sa politique par des mesures plus conciliantes, ou s'assurer le contrôle des votes du Sud par le suffrage nègre universel. Elle a fait son choix Elle compte garder aussi des votes dans le Nord pour conserver à l'aide des votes du Sud la prépondérance dans le gouvernement. Il en résulterait que l'élément africain non seulement prédominerait dans le gouvernement local des Etats, mais encore qu'il formerait l'appoint décisif de la majorité dans le gouvernement fédéral, et qu'il aurait conséquemment le droit d'imposer ses idées et ses conditions à ceux qui voudraient s'asseoir cet appui. Voilà ce qu'il importait de savoir afin que la nation avertie puisse apprécier dans toutes ses conséquences la politi ue radicale. Pas de compromis —soit : le gouvernement du nègre ou le gouvernement du blanc, telle est la question bien tranchée qui sera posée en novembre prochain au peuple Américain.

2me page---Variétés.

3me e page---Le Feuilleton.

LES

INVISIBLES DE PARIS,

PAR GUSTAVE AIMARD.

Nous commençerons prochainement la publication d'un grand roman de M. Gustave Aimard, intitulé *Les Invisibles de Paris*. C'est un ouvrage où les intrigues sont multipliées et où les incidents dramatiques foisonnent. Nous engageons donc les personnes qui voudront lire cet intéressant feuilleton, à suivre attentivement le récit depuis le premier numéro.

LE SALUT.—Tel est le titre d'une nouvelle feuille qui vient de faire son apparition. Elle porte pour épigraphe " Le spiritualisme régénère le monde " et elle est consacrée à la défense du spiritualisme. Le *Salut* paraîtra deux fois par mois au moyen de souscriptions et en français. Le dépôt général en a été établi chez M. A Simon, marchand de journaux rue Baronne No 85. Le numéro que nous avons sous les yeux est bien imprimé. Il contient plusieurs articles, les uns signés d'une étoile, les autres V de P et des prédictions faites par l'esprit d'Iturbide sur le sort de Maximilien, prédictions qui n'ont que le tort de venir après l'événement. Le rédacteur du *Salut* s'adresse aux morts en prévenir ses correspondants qu'il ne publiera jamais aucune prédiction avant sa réalisation complète, ce qui est très prudent. Le *Salut* est publié par une société de spiritualistes de la Nouvelle Orléans qui se proposent d'éclairer les profanes sur la nouvelle doctrine,qui paraît il, n'est pas morte parmi nous, comme beaucoup de gens l'avaient cru.

TUÉATRE DE L'ORDEON — Demain jeudi on donnera la seconde représentation de *La Juive*, avec mesdemoiselles Fauschetti et Lambelé, MM. Picot, Duchâni, Van Hulflen, Lecheralier et Thoier

Nous rendrons compte de la représentation de *Guitalée* qui a eu lieu hier soir, dans notre prochaine revue, pour aujourd'hui nous mentionnerons seulement le succès colossal qu'a remporté le célèbre chanteur Lassalle dans le ténor rôle de Raoul. Cette artiste était tout à fait en voix et elle a été fort applaudie et a eu les honneurs du bis. A bientôt les détails de cette soirée.

BANQUE D'AMÉRIQUE — C'est aujourd'hui 18 décembre, qu'a lieu l'élection des Directeurs de cette institution. A l'encoignure de la rue du Canal et Passage de la Bourse. Les votes seront reçus de 10 heures du matin à 2 heures de l'après-midi.

COMPAGNIE DE NAVIGATION DE LA VALLÉE DU MISSISSIPPI : Nous appelons l'attention sur l'annonce insérée dans nos colonnes relativement à la nomination d'un comité chargé de solliciter des souscriptions au capital de cette Compagnie.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPERATURE—17 décembre.

THERMOMETRE DE C. DUHAMEL, OPTICIEN, Encoignure Chartres et Bienville.

6 heures A. M.	64 deg.
Midi	74 "
3 heures P. M.	74 "
6 heures P. M.	71 "

RÉSURRECTION—Par ordre du major-général Hancock, le jurag 3 des ordres spéciaux No 187, lancé par lui le 2 août 1867 et le 4 Août, dans l'affaire des biens de D. B Sloate, est révoqué, les tribunaux locaux ayant assez de pouvoir pour la protection de toutes les parties intéressées. La propriété confisquée sera remise en la possession de la partie qui y a droit par ordre de la Cour.

BOUTEILLES VIDES — Hier, la police a arrêté un individu, nommé Jacques Lefèvre, rôdeur de nuit de la Commune, deux bouteilles pleines de brandy, qu'il croyait vides et parfaitement inutiles à l'établissement qui en avait commandé, a-t-il dit ; le vrai est que, tellement accomplir directement ce qu'il n'aurait pas accomplir directement, c'est à dire ce qu'il ne pourrait déléguer à une convention, élue par des électeurs dépourvus du droit de vote d'après la constitution et les droits de l'Etat, des pouvoirs qu'il n'avait pas à arroger à lui même. Le point de droit est tellement clair sur cette question que les républicains honnêtes en sont réduits à confesser qu'ils ont outrepassé leurs pouvoirs en vertu de la loi de la nécessité : "c'est la fin qui veut les moyens". C'est qu'en cherchant à justifier l'usurpation du Congrès le fort par une argumentation puérile sur la sortie des Etats de l'Union, argumentation que les messages du Président ont parcée à jour et qui n'est pas soutenable en présence des votes antérieurs du Congrès et des actes et des proclamations du gouvernement fédéral pendant toute la durée de la guerre civile.

Mais si entachées d'inconstitutionnalité que soient les lois de reconstruction, elles n'en resteront pas moins lois tant que la Cour Suprême ne les aura déclarées nulles, ou que le Congrès lui même ne les a pas rappelées.

Suivant la théorie républicaine que les Sénateurs et Représentants ne sont que les mandataires de la nation, il était du devoir du Congrès de conformer sa politique aux vœux exprimés par la majorité de ses constituants, et de rappeler une législation si ouvertement condamnée par l'opinion publique. Malheureusement, les membres de la majorité se croient plutôt les serviteurs d'un parti que ceux du peuple. Ils se sont arrêtés devant la voix qui leur a crié : " Vous n'irez pas plus loin ", mais ils ne veulent pas revenir sur leurs erreurs passées : ils s'en tiennent au *statu quo*. C'est là du moins l'attitude de la majorité, entre les rationaux qui ont demandé de nouvelles clauses supplémentaires à ajouter à la loi déjà suppléimentaire de la dernière session, et les modérés qui ont proposé un compromis.

Au Sénat, M. Wilson, inquiet sur le succès de l'œuvre reconstructionniste, a présenté un bill destiné à sauvegarder la ratification des constitutions rouges, en substituant la simple majorité des votants à la clause de la loi de juillet qui exige pour la validité de l'élection que la majorité des électeurs enregistrés ait pris part au scrutin. Un autre Sénateur, M. Doolittle, républicain modéré, qui a toujours soutenu la politique du Président, a offert un amendement qui était un compromis honorable, à laquelle la majorité républicaine pouvait se rallier sans déshonneur.

L'amendement en question admettait à voter sur la ratification des constitutions, tous ceux qui sont électeurs d'après les anciennes lois d'Etat et en outre les trois catégories suivantes d'individus : 1o tous ceux qui ont servi un an dans l'armée de l'Union ; 2o tous ceux qui peuvent lire le texte du serment et en comprendre les obligations ; et 3o tous ceux qui possèdent des propriétés jusqu'à concurrence de $250.

Une pareille proposition n'excluait du droit de vote que les affranchis qui n'ont pas servi, qui ne savent ni lire ni écrire, et qui ne possèdent rien. Elle était assurément très acceptable, très acceptable que la *Tribune* de New York s'écrie ouvertement en la mentionnant :

" Il y a un an, une législation semblable, si elle eut été proposée par le champion du Président dans le Sénat, eut pu être acceptée comme un compromis. Il y a deux ans presque tous les radicaux y eussent donné leur adhésion avec joie "

Ce qui empêche plus la *Tribune* de condamner contre l'adoption de l'amendement par un manque de logique qui a lieu de nous étonner après son aveu. Cependant, il y a un an, la majorité congressionnelle eût accepté un compromis sur ces bases, sa refusant ou les élections populaires venaient de lui donner raison contre le Président, et, aujourd'hui que la voix du peuple vient de se prononcer si distinctement contre l'œuvre de reconstruction du Congrès, les républicains doivent refuser ce même compromis qui, au dire du journal new yorkais, eût été accueilli avec joie *même par les radicaux* il y a deux ans !

M. Doolittle pensait bien que son amendement n'avait aucune chance d'être adopté par le Sénat, mais il tenait à ce que la majorité fût mise en demeure de se prononcer sur un compromis. Quant à la Chambre, elle n'a pas attendu une pareille mise en demeure, elle a voté, par anticipation, une résolution pour déclarer qu'elle ne ferait pas un pas en arrière. C'est la proposition de M. Benjamin, du Missouri, qu'a eu lieu ce vote mémorable—111 voix contre 32—qui prouve au peuple des Etats-Unis quel cas ses représentants font de ses vœux et de sa volonté.

Il est donc désormais avéré que le parti républicain ne veut accepter aucun compromis si conforme qu'il soit au programme radical d'il y a deux ans. La majorité congressionnelle avait à choisir entre deux partis : rallier le Nord à sa politique par des mesures plus conciliantes, ou s'assurer le contrôle des votes du Sud par le suffrage nègre universel. Elle a fait son choix Elle compte garder aussi des votes dans le Nord pour conserver à l'aide des votes du Sud la prépondérance dans le gouvernement. Il en résulterait que l'élément africain non seulement prédominerait dans le gouvernement local des Etats, mais encore qu'il formerait l'appoint décisif de la majorité dans le gouvernement fédéral, et qu'il aurait conséquemment le droit d'imposer ses idées et ses conditions à ceux qui voudraient s'asseoir cet appui. Voilà ce qu'il importait de savoir afin que la nation avertie puisse apprécier dans toutes ses conséquences la politi ue radicale. Pas de compromis —soit : le gouvernement du nègre ou le gouvernement du blanc, telle est la question bien tranchée qui sera posée en novembre prochain au peuple Américain.

2me page---Variétés.

3me e page---Le Feuilleton.

LES

INVISIBLES DE PARIS,

PAR GUSTAVE AIMARD.

Nous commençerons prochainement la publication d'un grand roman de M. Gustave Aimard, intitulé *Les Invisibles de Paris*. C'est un ouvrage où les intrigues sont multipliées et où les incidents dramatiques foisonnent. Nous engageons donc les personnes qui voudront lire cet intéressant feuilleton, à suivre attentivement le récit depuis le premier numéro.

LE SALUT.—Tel est le titre d'une nouvelle feuille qui vient de faire son apparition. Elle porte pour épigraphe " Le spiritualisme régénère le monde " et elle est consacrée à la défense du spiritualisme. Le *Salut* paraîtra deux fois par mois au moyen de souscriptions et en français. Le dépôt général en a été établi chez M. A Simon, marchand de journaux rue Baronne No 85. Le numéro que nous avons sous les yeux est bien imprimé. Il contient plusieurs articles, les uns signés d'une étoile, les autres V de P et des prédictions faites par l'esprit d'Iturbide sur le sort de Maximilien, prédictions qui n'ont que le tort de venir après l'événement. Le rédacteur du *Salut* s'adresse aux morts en prévenir ses correspondants qu'il ne publiera jamais aucune prédiction avant sa réalisation complète, ce qui est très prudent. Le *Salut* est publié par une société de spiritualistes de la Nouvelle Orléans qui se proposent d'éclairer les profanes sur la nouvelle doctrine,qui paraît il, n'est pas morte parmi nous, comme beaucoup de gens l'avaient cru.

TUÉATRE DE L'ORDEON — Demain jeudi on donnera la seconde représentation de *La Juive*, avec mesdemoiselles Fauschetti et Lambelé, MM. Picot, Duchâni, Van Hulflen, Lecheralier et Thoier

Nous rendrons compte de la représentation de *Guitalée* qui a eu lieu hier soir, dans notre prochaine revue, pour aujourd'hui nous mentionnerons seulement le succès colossal qu'a remporté le célèbre chanteur Lassalle dans le ténor rôle de Raoul. Cette artiste était tout à fait en voix et elle a été fort applaudie et a eu les honneurs du bis. A bientôt les détails de cette soirée.

BANQUE D'AMÉRIQUE — C'est aujourd'hui 18 décembre, qu'a lieu l'élection des Directeurs de cette institution. A l'encoignure de la rue du Canal et Passage de la Bourse. Les votes seront reçus de 10 heures du matin à 2 heures de l'après-midi.

COMPAGNIE DE NAVIGATION DE LA VALLÉE DU MISSISSIPPI : Nous appelons l'attention sur l'annonce insérée dans nos colonnes relativement à la nomination d'un comité chargé de solliciter des souscriptions au capital de cette Compagnie.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPERATURE—17 décembre.

THERMOMETRE DE C. DUHAMEL, OPTICIEN, Encoignure Chartres et Bienville.

6 heures A. M.	64 deg.
Midi	74 "
3 heures P. M.	74 "
6 heures P. M.	71 "

RÉSURRECTION—Par ordre du major-général Hancock, le jurag 3 des ordres spéciaux No 187, lancé par lui le 2 août 1867 et le 4 Août, dans l'affaire des biens de D. B Sloate, est révoqué, les tribunaux locaux ayant assez de pouvoir pour la protection de toutes les parties intéressées. La propriété confisquée sera remise en la possession de la partie qui y a droit par ordre de la Cour.

BOUTEILLES VIDES — Hier, la police a arrêté un individu, nommé Jacques Lefèvre, rôdeur de nuit de la Commune, deux bouteilles pleines de brandy, qu'il croyait vides et parfaitement inutiles à l'établissement qui en avait commandé, a-t-il dit ; le vrai est que, tellement que je les ai trouvées —Telles que vous les avez volées, lui a répondu la police en l'emmenant au corps de garde.

INCENDIE — M. M. Brown a trouvé en passant No 61, hier matin, le corps d'un enfant blanc, paraissant être âgé d'un mois. Ce petit corps était engagé dans la jambe d'un pantalon à la poitrine duquel était attachée. On ignore entièrement l'auteur de ce crime.

CHUTE — Lundi, dans l'après midi, un charpentier, du nom de Coffee, est tombé du toit de la maison qu'il construisait sur les derrières de la ville, rue de la Commune, et il a été relevé qu'une demi heure après son accident, personne n'ayant paraî près de la victime Interrogé.

PREMIÈRE COUR DU DISTRICT — Le grand jury a présenté un bill d'accusation contre Andrew Johnson tel que le 22 octobre dernier un nommé Jean Lewis a tué d'un coup de hache dans une chambre de la maison occupée avec deux autres personnes de couleur.

Aussi un bill d'accusation contre Salvator Rose, pour le meurtre d'Erastus Wells, commis à Carrollton le 25 octobre dernier à coups de hache.

Thomas Swift a été jugé et convaincu d'avoir blessé James Gannon avec une arme dangereuse, le 7 octobre dernier, rue Julie 84.

John Lewis et Geo Wilson, tous deux de couleur, ont été convaincus d'avoir volé un cheval et une charrette de Joe Labarre, le 21 juillet dernier. Ils avaient plaidé non coupables.

DÉCISION DE LA COUR SUPRÊME—L'affaire de Hugh O Donnell vs J. W. Harbridge a été décidée lundi. Le procès venait d'un cas relatif à un paiement fait par le Trésor fédéral à un fédéré. Le juge Isley a prononcé l'arrêt de la Cour Suprême, infirmant le jugement de la Cour Inférieure, et maintenant la juridiction de la Cour Suprême, sur le principe que l'argent confédéré n'est pas une considération suffisante en droit.

Le jugement de la Cour inférieure dans l'affaire de John Frank vs la Compagnie du chemin de fer de la Nlle Orléans et de Carrollton, demandant $5,000 sur la plainte plaignante $5,000 sur le verdict du jury pour dommage éprouvé par elle et sa famille, résultant de la perte d'un fils et de sa famille, résultant de la perte d'un fils et de sa famille, résultant de la collision sur la voie en 1861, a été affirmé.

CONVENTION — Dix huitième séance. M. Talliaferro présidé.

Une résolution concernant l'éligibilité du gouverneur et des officiers exécutifs d'Etat a été référée au comité de la constitution.

Une résolution concernant le paiement des taxes est référée au comité sur les classes générales

Une motion de tenir des séances du soir est débattue sur le bureau pendant l'ordre.

Le comité des enrôlements a rapporté l'enrôlement de toutes les ordonnances relatives à la question de paiement.

M. Cooley demande à se retirer du comité de constitution. Accordé.

On reprend la discussion des impressions à propos de l'assassinat de Waples.

M. Jones est opposé à l'amendement et se lit vre à une diatribe contre ceux qui ne sont pas de la presse. M. Jones lit un article circulier sur la Convention des rapports véridiques, afin que le monde pat la juger sainement. Il faut donc bien payer les journaux loyaux.

M. Crawford s'élève contre l'implication qui ferait croire que les loyaux ne peuvent pas lire les journaux. Il soutient que dans les paroisses les Lorgnettes sont en intelligence à tous les Rebelles de l'Etat.

M. Waples répond longuement à M. Jones.

L'ordonnance sur les impressions est adoptée.

La publication des délibérations officielles de la convention sera faite dans le *N. O. Republican*, l'*Homer Iflad*, le Louisiana *Intelligracer*, l'Iberville *Pioneer* en Anglais, le *Propriété de St Landry* en Français, et la Gazette de la Nlle Orléans en allemand, au même prix que les prix allouée au journal officiel antérieurement choisi.

La convention s'ajourne.

CONSEIL DE VILLE.

ASSISTANTS-ALDERMEN.—M. Hepp présidé.

Les bouchers du marché Le Breton demandent une remise de ce qu'ils doivent pour loyers. Le maire est opposé à cette demande.

Le rapport hebdomadaire du trésorier accuse $156,454 de recettes et $141,115, 82 de dépense. Balance en main $15,874, 90.

Le comité des rues fait un rapport contre la construction d'un pont sur le nouveau canal. — Référé.

Une résolution pour employer 300 hommes à nettoyer les divers canaux, est amendée de manière à comprendre les prisonniers du workhouse dans le nombre.

Est adoptée une résolution pour le transfert du corps de garde de 1er district au coin des rues Hospitalière et Lafayette.

Le comité de finance propose d'ajourner toute action sur le retrait des billets de ville, attendu qu'un autre plan doit être proposé incessamment à cet effet.

Est adoptée une résolution autorisant le contrôleur à ordonnancer sur le Trésor une somme de $5,000 pour l'hospice des fous à Jackson.

Quant aux résolutions proposées sur le salaire des officiers de ville, quelques membres prétendent que la question n'a pas le pouvoir de les opérer. Il ne peut en tous cas changer les traitements fixés par la législature.

Le ordonnance changeant les salaires respectifs, suivant la proposition du comité de finance, est alors mise en discussion.

La motion d'abolir les salaires des présidents des comités de finances et des rues est déposée sur la table.

L'ordonnance est lue pour la dernière fois et adoptée.

M. Davis annonce qu'il a demandera la re considération à la prochaine séance.

L'ordonnance fixant les taxe et les licences sur les professions, occupations, et revenus est adoptée à l'unanimité.

Le comité de finance rapporte le budget des recettes et dépenses pour l'année prochaine. Les recettes probables sont estimées à $3,632,950 et les dépenses à $2,638,942.

Une résolution fixant la taxe de l'emprunt consolidé à 60 cents par chaque somme de $100 de propriété assessée pour l'année 1867 est adoptée. Ainsi une taxe de 15 cents sur même valeur réelle pour payer les intérêts des bons de chemins de fer. D'autres taxes font concurrammes au total de 1 et 1/2 pour cent.

72 cents sur chaque somme de $100 en propriété réelle et 130 cents sur même somme de propriété personnelle sont assessée pour les dépenses usuelles de la ville pour l'année 1867 et même taxe dans le même but pour l'année 1868.

Pas de vote et Conseil s'ajourne.

ALDERMEN.—M Graham préside.

Une commutation du maire transmet un état du fonds Girod.

En août 1864, le maire Hoyt déposa le fonds au bureau du Trésor à 7 0/0 d'intérêt par an.

Le 8 mars suivant, le fonds fut retiré, et une somme de $25,000 fut prêtée à Jacob Barker, avec garantie de 29 bons de la dette consolidée de la Nlle Orléans, portant 6 0/0 d'intérêt. En août dernier, le maire apprit que M. S. Johnston batissait un asile pour le compte du fonds Girod, en vertu d'un contrat avec le maire Monroe. La mesure de France a fait convoquer.

Le rapport du comité nommé par cette résolution recommanda que le contrat fut annulé et que $12,000 fussent payés au contracteur comme dommage. Le maire transmet aussi une opinion du juge Buchanan à l'effet d'ob tenir l'autorisation du Président comme nécessaire pour valider l'annulation.

Le 27 novembre, le maire adresse une communication aux commissaire des fonds Finkel McDonogh, demandant un état. Il n'y a pas encore eu de réponse. Référé au comité de finance

Une communication du voyer annonce que la levée entre les poteaux 35 et 36 a écroulé Le wharf est tout à fait détruit.

Référé au voyer sur les noms des rues peints sur les laupes à chaque intersection. Référé.

Résolution autorisant l'avocat de ville à employer le juge Buchanan comme avocat assistant dans l'affaire de la compagnie du chemin de fer de Pontchartrain, moyennant une rémunération de $1,000 Adoptée finalement.

Résolution requérant le trésorier de spécifier les articles à l'avenir dans son rapport hebdomadaire. Adoptée.

Résolution pour la vente, le 24 lundi de janvier, des propriétés disponibles de la ville : Adoptée finalement.

Le conseil s'ajourne à jeudi soir.

CONSEILS A L'ITALIE.

Dans la séance du 12 mars 1862, M. Billault avait adressé ces paroles à l'Italie :

" Que l'Italie prenne donc aussi, elle, patience et courage ; et elle aura fait plus que son unité, elle aura créé cette unité vivace et commandée par la nature des choses, qu'elle ne fieut a cette force naturelle qui, supérieure aux obstacles, les domine, et, avec le temps, donne aux hommes la puissance de fonder quelque chose de sérieux et de durable. Est-ce que vous n'avez donc eu en quarante ans à faire pour l'Italie que d'ébranler le monde par vos déclamations et vos entraînements ? Vous bien ! très bien ! Encore qu'il n'y ait peut-être eu dans tout cela tout à fonder et au matériel et au moral ? Commencez donc par y établir la concorde ! habituez vos différents partis à vous contenir plus sages, à savoir sacrifier leurs rivalités ou leurs ambitions personnelles aux grands intérêts du pays.

" Tracez sur votre sol, sur lequel, inauguré par la nature, des chaînes de fer, des routes, des télégraphes, qui concentrent vos forces ; donnez à vos populations une cohésion politique, donnez leur un centre, celui de ne pas bouger, (Mouvement). Faites-vous aussi une bonne armée. L'armée piémontaise était courageuse, énergique ; elle a noblement combattu à vos côtés ; mais à la suite des annexions, elle s'est démoralisée. Cette activité était tout à fait en voix et elle a été fort applaudie et a eu les honneurs du bis. A bientôt les détails de cette soirée.

BANQUE D'AMÉRIQUE — C'est aujourd'hui 18 décembre, qu'a lieu l'élection des Directeurs de cette institution. A l'encoignure de la rue du Canal et Passage de la Bourse. Les votes seront reçus de 10 heures du matin à 2 heures de l'après-midi.

COMPAGNIE DE NAVIGATION DE LA VALLÉE DU MISSISSIPPI : Nous appelons l'attention sur l'annonce insérée dans nos colonnes relativement à la nomination d'un comité chargé de solliciter des souscriptions au capital de cette Compagnie.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPERATURE—17 décembre.

THERMOMETRE DE C. DUHAMEL, OPTICIEN, Encoignure Chartres et Bienville.

6 heures A. M.	64 deg.
Midi	74 "
3 heures P. M.	74 "
6 heures P. M.	71 "

RÉSURRECTION—Par ordre du major-général Hancock, le jurag 3 des ordres spéciaux No 187, lancé par lui le 2 août 1867 et le 4 Août, dans l'affaire des biens de D. B Sloate, est révoqué, les tribunaux locaux ayant assez de pouvoir pour la protection de toutes les parties intéressées. La propriété confisquée sera remise en la possession de la partie qui y a droit par ordre de la Cour.

BOUTEILLES VIDES — Hier, la police a arrêté un individu, nommé Jacques Lefèvre, rôdeur de nuit de la Commune, deux bouteilles pleines de brandy, qu'il croyait vides et parfaitement inutiles à l'établissement qui en avait commandé, a-t-il dit ; le vrai est que, tellement que je les ai trouvées —Telles que vous les avez volées, lui a répondu la police en l'emmenant au corps de garde.

INCENDIE — M. M. Brown a trouvé en passant No 61, hier matin, le corps d'un enfant blanc, paraissant être âgé d'un mois. Ce petit corps était engagé dans la jambe d'un pantalon à la poitrine duquel était attachée. On ignore entièrement l'auteur de ce crime.

CHUTE — Lundi, dans l'après midi, un charpentier, du nom de Coffee, est tombé du toit de la maison qu'il construisait sur les derrières de la ville, rue de la Commune, et il a été relevé qu'une demi heure après son accident, personne n'ayant paraî près de la victime Interrogé.

PREMIÈRE COUR DU DISTRICT — Le grand jury a présenté un bill d'accusation contre Andrew Johnson tel que le 22 octobre dernier un nommé Jean Lewis a tué d'un coup de hache dans une chambre de la maison occupée avec deux autres personnes de couleur.

Aussi un bill d'accusation contre Salvator Rose, pour le meurtre d'Erastus Wells, commis à Carrollton le 25 octobre dernier à coups de hache.

Thomas Swift a été jugé et convaincu d'avoir blessé James Gannon avec une arme dangereuse, le 7 octobre dernier, rue Julie 84.

John Lewis et Geo Wilson, tous deux de couleur, ont été convaincus d'avoir volé un cheval et une charrette de Joe Labarre, le 21 juillet dernier. Ils avaient plaidé non coupables.

DÉCISION DE LA COUR SUPRÊME—L'affaire de Hugh O Donnell vs J. W. Harbridge a été décidée lundi. Le procès venait d'un cas relatif à un paiement fait par le Trésor fédéral à un fédéré. Le juge Isley a prononcé l'arrêt de la Cour Suprême, infirmant le jugement de la Cour Inférieure, et maintenant la juridiction de la Cour Suprême, sur le principe que l'argent confédéré n'est pas une considération suffisante en droit.

Le jugement de la Cour inférieure dans l'affaire de John Frank vs la Compagnie du chemin de fer de la Nlle Orléans et de Carrollton, demandant $5,000 sur la plainte plaignante $5,000 sur le verdict du jury pour dommage éprouvé par elle et sa famille, résultant de la perte d'un fils et de sa famille, résultant de la collision sur la voie en 1861, a été affirmé.

CONVENTION — Dix huitième séance. M. Talliaferro présidé.

Une résolution concernant l'éligibilité du gouverneur et des officiers exécutifs d'Etat a été référée au comité de la constitution.

Une résolution concernant le paiement des taxes est référée au comité sur les classes générales

Une motion